

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

**Revue indépendante de la conformité de
la passation des marchés des Autorités
contractantes du Groupe II (Gestion 2014)**

**Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale
(ASER)**

RAPPORT DEFINITIF

Août 2015



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	:	Autorité contractante
ARMP	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	:	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	:	Appel d' Offres Ouvert
AOR	:	Appel d' Offres Restreint
ASER	:	Agence sénégalaise d' électrification rurale
CM	:	Commission des Marchés
CCAG	:	Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	:	Agent Comptable Particulier
CMP	:	Code des Marchés Publics
CPM	:	Cellule de Passation des Marchés
CRD	:	Commission de Règlement des Différends
DAO	:	Dossier d' Appel d' Offres
DCMP	:	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	:	Demande de Renseignement et de Prix
MEF	:	Ministère de l' Economie et des Finances
PV	:	Procès verbal
PPM	:	Plan de Passation des Marchés
PI	:	Prestations Intellectuelles
TDR	:	Termes de référence
UEMOA	:	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	:	Non applicable

Dakar le 31 août 2015

**A Monsieur le Directeur Général de l' Autorité
de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
DAKAR**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l' ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la gestion 2014, nous avons l' honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant l' Agence sénégalaise d' Electrification Rurale (ASER). Ce rapport tient compte de la réponse n° 15_472 SMF/nrd du 2 août 2015 de l' ASER, reçue par courrier le 25 août 2015.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l' Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d' exécution des marchés conclus en 2014 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Obligations de l' Administration, les décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics et 2014-1212 du 22 septembre 2014 et leurs textes d' application.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2014, l' Agence sénégalaise d' Electrification Rurale (ASER) a conclu quinze 15 marchés dont deux (2) par la procédure d' appel d' offres ouvert et treize (13) par la procédure de Demande de renseignements et de prix, selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés, pour un montant total de **218 975 477 F CFA**.

Nous avons procédé à des tests d' exhaustivité en analysant les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière de l' Agence. A l' issue de nos travaux, nous n' avons pas eu connaissance d' autres marchés passés par l' ASER.

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur les deux (2) dossiers d' appel d' offres ouvert et six (6) demandes de renseignements et de prix représentant **74%** du montant global des marchés conclus pendant cette période. Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION		ASER				
		ENSEMBLE DES MARCHES		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
		NOMBRE	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA) MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP		13	120 835 656	6	64 489 905	46%
AOO	> Seuil DCMP	-	-	-	-	-
	<Seuil DCMP	2	98 138 821	2	98 138 821	100%
TOTAL		15	218 975 477	8	162 628 726	
TAUX DE COUVERTURE				53%	74%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D' ORDRE GENERAL

- **LE COMPTABLE DES MATIERES NE TIENT QUE DES FICHES D'ENTREE ET DE SORTIE.** Il n'est tenu aucun registre, en violation des dispositions du décret 0434 du 25 Mars 2007.
- **LES RAPPORTS D'EVALUATION DES OFFRES SONT TRES SOMMAIRES :** les évaluations sont faites uniquement sur la base d'une comparaison des prix, en violation des articles 59 et 70 du CMP.
- **LA COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES A ETE TARDIVEMENT NOMMEE :** la nomination est intervenue le 20 janvier 2014 au lieu du 5 janvier 2014 au plus tard.
- **LE SYSTEME D'ARCHIVAGE EST INSUFFISANT**
Nous avons constaté un classement des pièces de marché dans des sous - chemises mises dans des boîtes affectées individuellement à un marché. Toutefois, aucun local spécialement dédié à leur archivage n'a été aménagé.
- **LA NON- PUBLICATION DES AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE DES DEUX APPELS D'OFFRES OUVERTS**

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L' EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

Notre revue a porté sur les huit (8) marchés listés ci-dessous :

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR AOO :

- ✚ Marché N°S-1422/14 relatif à l'entretien et à la réparation des véhicules de l'ASER d'un montant de 20 000 000 F CFA.
- ✚ Marché N° S0997/14 relatif à l'assurance maladie du personnel de l'ASER d'un montant de 78 139 821 F CFA.

Pour le premier marché cité, il s'est écoulé 4 jours entre la publication de l'avis d'attribution provisoire (17 Août 2014) et la signature du marché (21 Août 2014).

S'agissant du second marché, il n'est pas conforme. En effet, en sus de l'insuffisance de l'archivage, nous avons constaté que le DAO ne comporte pas le projet de marché contrairement au dossier type. De plus, un membre de la cellule de passation, en l'occurrence le conseiller juridique, fait partie du comité d'évaluation en même temps que le SPM.

Il s'y ajoute que ce marché ne respecte pas le principe de transparence. En effet la CM s'est réunie le 17 mars 2014 à 10 heures pour l'attribution provisoire alors que la publication a été faite le même jour dans le quotidien le soleil. De même, la notification provisoire au soumissionnaire non retenu et à l'attributaire est intervenue le 13 mars 2014 soit avant l'attribution provisoire du marché qui a eu lieu le 17 mars 2014. Par ailleurs, il s'est écoulé un délai de 10 jours entre l'attribution provisoire et la signature du contrat qui a eu lieu le 27 mars 2014, en violation des dispositions de l'article 84 du décret portant CMP.

❖ EN CE QUI CONCERNE LES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les DRP examinées sont au nombre de six (6) et détaillées ci-après :

- ✚ DRP S003/14/ASER relatif au recrutement d'un traiteur d'un montant de 4 182 510 F CFA ;
- ✚ DRP F- 013/14/ASER de fournitures de bureau et de consommables informatiques d'un montant total de 24 956 570 F CFA réparti en 2 lots respectivement de :

- 9 808 160 F CFA pour le lot 1
- 15 448 410 F CFA pour le lot 2
- ✚ DRP N° F-0011/14 ASER relatif à la fourniture d'équipements (kits de mise à terre et matériels de test et de contrôle) d'un montant de 19 410 826 FCFA ;
- ✚ DRP N° C- 014/14 ASER relatif à la sélection d'un consultant individuel pour le contrôle et la surveillance d'un montant de 10 000 000 F CFA ;
- ✚ DRP N° 045/14 ASER d'un montant de 5 940 000 FCFA relatif à l'audit des comptes BAD pour 2014/2015.

En sus des constats d'ordre général des délais de passation anormalement longs ont été notés entre la date d'ouverture des plis et celle de signature du marché, pour trois des DRP examinées.

S'agissant du marché relatif à la sélection d'un consultant individuel pour le contrôle et la surveillance, nous avons relevé en sus de l'absence des documents de paiement et des premiers livrables dans le dossier.

CONSTATS SPECIFIQUES A L' EXECUTION PHYSIQUE

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur trois (03) marchés d'un montant global de F CFA 54 367 396 F CFA présenté au point 4.4 du présent rapport. Au terme de la revue, il en ressort les constats d'ordre général ci-après :

- une insuffisance de l'archivage,
- des manquements importants ont été constatés dans la rédaction des documents contractuels.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné six (06) marchés de DRP et (02) marchés d'AOO, représentant 74% du montant total des dépenses. A l'exception des anomalies soulevées ci-dessus, nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation et l'exécution des marchés au niveau de l'ASER. Les marchés examinés ont été estimés globalement conformes aux procédures de passation des marchés publics hormis le marché d'AOO relatif à l'assurance maladie du personnel de l'ASER d'un montant de 78 139 821 F CFA.

S'agissant de l'exécution, des insuffisances ont été constatées au niveau de l'archivage mais également des manquements au niveau des documents relatifs à l'exécution physique.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d' agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l' assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	8
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	10
2.1. LE CADRE JURIDIQUE.....	11
2.2. LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL	12
2.3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES	14
2.4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES	14
3. METHODOLOGIE	15
3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	16
3.2 CONSIDERATION GENERALE DE LA MISSION	16
3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT	16
3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	18
3.5 AUDIT DE L' EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	18
3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE	19
3.7 PHASE D LA RESTITUTION DES RAPPORTS	19
4. SYNTHESE DE LA REVUE	20
4.1. CONSTAT RELATIF AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L' ORGANISATION, ET A L' ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES	21
4.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	23
4.3. CONSTATS RELATIFS A L' EXECUTION FINANCIERE.....	26
4.4. CONSTATS RELATIFS A L' AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE).....	26
4.5. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE	32
4. 6. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	33
5. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	34
6. ANNEXES	36

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2013 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du Code des Marchés publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disant, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité

et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l' acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l' exhaustivité, l' efficacité et la pertinence de leur traitement par l' autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l' ARMP, le consultant examinera aussi le degré d' application (en pourcentage), par l' autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d' exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d' attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l' ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d' une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l' ensemble des marchés passés par l' autorité contractante et, d' autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l' organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d' application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l' Autorité contractante, ainsi que l' impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations,
- ❖ Assurer une formation de 2 jours au profit de 25 experts de l' ARMP et de la DCMP sur les pratiques d' audit en matière de passation des marchés publics. Les sessions de formation auront lieu au siège desdites institutions.

En ce qui concerne l' exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués, en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l' étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l' autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l' exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d' exécution de la dépense publique ;
- L' état des marchés qui connaissent des difficultés d' exécution ;
- L' analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2-1 LE CADRE JURIDIQUE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels nous pouvons noter :

LES DIRECTIVES :

- Directive n° 4/2005/CM/ UEMOA du 09 décembre 2005 portant procédures de passation, d' exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l' Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l' Union économique et monétaire ouest africaine.

LES LOIS

- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l' organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d' orientation sur les Agences d' exécution ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l' Administration ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009.

LES DECRETS

- Décret 2005-576 du 22 juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics;
- Décret 2011-1880 du 14 Novembre 2011 portant réglementation générale sur la comptabilité publique.

Il convient de rappeler qu' un nouveau décret, le décret 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Nouveau Code des Marchés publics, abroge pour compter de sa date d' entrée en vigueur le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. Ses dispositions et ses arrêtés d' applications régissent les marchés publics pour compter de ladite date à l' exception des marchés notifiés antérieurement à cette date.

LES ARRETES

- Arrêté N° 03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté n° 03193/ MEF/ du 07 Avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes ;
- Arrêté n°012782 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement ;
- Arrêté n°012785 du 26/12/2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics et fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure ;
- Arrêté n°012786 du 26/12/2012 pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°012787 du 26/12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012788 /PM/SGG du 26/12/2012 pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics et fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n°012789 du 26/12/2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012790 du 26/12/2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté n°012791 du 26/12/2012 pris en application de l'article 114 du code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

LES CIRCULAIRES

- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP.

LES DECISIONS

- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2-2 LE DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

2-2.1 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Les décrets n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 et N°2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics distinguent les fonctions de contrôle de celles de régulation.

2.2.1.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

2.2.1.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L' ARMP dont l' organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l' orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l' application de la politique générale de l' ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.2.2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d' une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu' au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l' arrêté n° 12787/MEF du 26 Décembre 2012. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- le classement et l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication conformément aux articles 6 et 56 du Code des Marchés publics ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit ou d'inspection des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des Marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés publics ;
- l'établissement, avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elles relèvent, de l'organe chargé de la régulation des marchés publics et de l'organe chargé du contrôle a priori, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente.

2.2.2.2 LA COMMISSION DES MARCHES

L' arrêté n° 012786/ MEF du 26 Décembre 2012 détermine la composition des commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres. La Commission des marchés est chargée notamment de :

- recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;

- les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- proposer un attributaire provisoire à l' autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou être des cadres moyens.

2-3 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l' Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

ETAT, COLLECTIVITES LOCALES, Etablissements PUBLICS

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

SOCIETES NATIONALES, SOCIETES ANONYMES, AGENCES ET AUTRES

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

Avec l' avènement du Code des Marchés Publics de 2014, ses seuils ont été revus à la hausse et se chiffrent à compter du 22 septembre 2014 à :

ETAT, COLLECTIVITES LOCALES, Etablissements PUBLICS :

- 70 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

SOCIETES NATIONALES, SOCIETES ANONYMES, AGENCES ET AUTRES :

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du nouveau CMP).

2-4 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l' article 60 du CMP :

- l' appel d' offres ouvert ;
- l' appel d' offres ouvert avec pré qualification;
- l' appel d' offres restreint ;
- l' appel d' offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

La procédure spécifique de demande de renseignement et de prix est régie par l' article 78 du décret portant CMP.

3. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

3.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les Termes de références, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

3.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Associé qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

3.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2014 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2014 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2014 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;

- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d' autres services afin d' être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2014 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2014 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

3.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l' équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d' audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d' audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l' audit, une évaluation intermédiaire des risques d' audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d' audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d' inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l' audit;
- les travaux d' audit menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l' équipe d' audit.

3.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d' introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l' audit et faire approuver l' ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d' un maximum de coopération et d' une traçabilité sans faille.

3.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l' Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d' application du Code des Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l' audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l' analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

3.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

3.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d' échantillonnage est d' essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

3.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d' exécution de l' audit sur site, des tests sur l' échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l' expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu' au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l' efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l' analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l' enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d' évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l' autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l' inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l' attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d' éclaircissement formulées par les candidats, l' approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d' exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L' ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu' à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d' un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d' occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l' éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l' utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d' offres restreints, avenants).

3.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il y a lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

3.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des TDR et des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

3.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous avons tenu une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

4. SYNTHÈSE DE LA REVUE

4.1 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL, A L' ORGANISATION ET A L' ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

L' Autorité contractante, en application des dispositions des articles 35, 36 du code des marchés et celles des arrêtés n°012786, 012787 du 26 Décembre 2012 relatives respectivement aux cellules de passation des marchés publics et aux commissions de passation des marchés a mis en place les outils nécessaires à la préparation, la passation et l' exécution de ses marchés.

4.1.1 PRESENTATION DE L' AUTORITE CONTRACTANTE

L'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER), est créée par le décret 99-1524 du 30 décembre 1999, modifié par le décret 2014-1187 du 19 septembre 2014.

4.1.1.1 MISSION DE L' AGENCE

Elle a pour mission de soutenir la mise en œuvre de programmes de développement de l'électrification rurale en accordant une assistance technique et financière aux entreprises et aux particuliers intervenant dans le secteur.

L'Agence est chargée, entre autres :

- d'établir le programme annuel de développement de l'électrification rurale et le plan y relatif, avec tous les justificatifs nécessaires,
- d'appuyer le montage de projets d'électrification rurale à travers la stimulation de l'initiative rurale locale, l'appui conceptuel et technique, la mobilisation des financements pour les projets et la prestation de services divers,
- de s'assurer que les opérateurs prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité requise en matière électrique, conformément aux normes en vigueur,
- de recommander toute mesure nécessaire pour une promotion efficace de l'électrification rurale.

4.1.1.2. ORGANES DE L' AGENCE

L'Agence comprend deux organes : le Conseil de surveillance modifié en Conseil d'administration par le décret 2000-1002 du 19 Décembre 2000 et la Direction générale.

✓ LE CONSEIL D' ADMINISTRATION

Il est l'organe de contrôle des actions de l'Agence Sénégalaise d'Electrification rurale au regard des orientations définies par le Ministre chargé de l'Energie.

Il délibère et approuve, entre autres le budget de l'Agence, le manuel de procédures, le règlement intérieur du comité de prêts et de subventions de l'Agence avant le début de chaque exercice, les orientations de gestion technique, économique et financière envisagée et sur le réalisme des engagements de l'Agence, le programme annuel d'électrification rurale proposé par l'Agence.

✓ LA DIRECTION GENERALE

La direction de l'Agence est placée sous l'autorité d'un Directeur général, choisi parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A ou assimilé.

Le Directeur général, personne responsable des marchés de l'Agence, assure la bonne marche de l'Agence et veille à l'exécution des décisions prises par le Conseil de surveillance et par les autorités de tutelle.

4.1.2 LA COMMISSION DES MARCHES DE L' ASER

La PRM a procédé tardivement à la nomination de la commission des marchés par note de service N° 001/2014/ASER/DG/ du 20 janvier 2014, en violation des dispositions de l' arrêté n° 012786 du 26 décembre 2012 qui fixe au 05 janvier de chaque année au plus tard la mise en place de la CM.

La commission des marchés est composée de quatre membres, tous cadres, nommés en même temps que leurs suppléants conformément aux dispositions de l'arrêté précité.

4.1.3 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) de l'ASER a été instituée par Note de service N° 03 ASER/DG/ du 03 janvier 2013.

La Cellule comprend un membre, le coordonnateur, un spécialiste en passation des marchés, conformément aux dispositions de l'arrêté n°12787/MEF du 26 Décembre 2012.

Les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de passation des marchés ont tous signé la charte d'éthique et de transparence.

4.1.4 PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL

La Cellule de passation des marchés de l'ASER a établi et transmis le rapport annuel sur les marchés publics conclus au cours de la gestion 2014, en application des dispositions de l'article 143 du Code des Marchés Publics.

4.1.5. DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PREPARATION DES MARCHES

4.1.5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES (PPM)

➤ RAPPEL DE LA DISPOSITION DU CMP (ARTICLE 6)

« Lors de l'établissement de leur budget, les autorités contractantes évaluent le montant total des marchés de fournitures, par catégorie de produits, des marchés par catégorie de services et des marchés de travaux, qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établissent un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés, suivant un modèle type fixé par l'Organe de régulation des marchés publics. ...Les autorités contractantes doivent les communiquer à la Direction chargée du contrôle des marchés publics qui en assure la publication ».....

Le plan de passation des marchés de l'ASER a été établi conformément au modèle préconisé par l'ARMP et transmis à la DCMP le 26 décembre 2013 qui l'a validé le 22 janvier 2014.

4.1.5.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'alinéa 3 de l'article 6 du CMP dispose : « les projets de marchés figurant dans le PPM qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, font l'objet de la publication, par les soins des autorités contractantes, avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation d'un avis général établi et publié, selon le modèle arrêté par décision de l'organe chargé de la régulation des marchés publics ».

L'ASER a établi et publié un avis général de passation de marchés pour 2014, publié le 9 janvier 2014 (journal « Le SOLEIL »).

4.1.6. ARCHIVAGE DES DOSSIERS

Les pièces de marchés sont classées dans des sous-chemises et mises dans des boîtes cartonnées. Néanmoins, le dispositif d'archivage et de classement mis en place par l'ASER pour les dossiers relatifs aux marchés publics mérite d'être amélioré par l'affectation d'un local spécialement dédié à cet effet.

4.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

4.2.1. ECHANTILLON

Notre sélection peut être récapitulée comme suit :

MODE DE PASSATION		ASER			
		ENSEMBLE DES MARCHES		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)	
		NOMBRE	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA) MONTANT	NOMBRE	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP		13	120 835 656	6	64 489 905 46%
AOO	> Seuil DCMP	-	-	-	-
	<Seuil DCMP	2	98 138 821	2	98 138 821 100%
TOTAL		15	218 975 477	8	162 628 726
TAUX DE COUVERTURE				53%	74%

4.2.2 RAPPEL DES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES APPLICABLES A L' ENTITE AUDITEE

L' article 53 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics dispose à son alinéa 1 : « Pour l' application des procédures décrites au présent Titre, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprise, pour ce qui concerne les marchés des *Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres* :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles ».

L' ASER est une agence de droit public dotée de la personnalité morale. Il en découle que les seuils définis ci-dessus sont ceux applicables à la passation de ses marchés pour les marchés passés avant le 22 septembre 2014.

A compter du 22 septembre 2014, les seuils ci-après sont applicables à la passation des marchés de l' ASER :

- 100 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 60 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

4.2.3 MARCHES CONCLUS PAR AOO

4.2.3.1 > SEUIL DCMP

✓ RAPPEL DE LA DISPOSITION REGLEMENTAIRE :

L'arrêté n°012785 du 26 décembre 2012 pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés publics fixe les seuils d'examen préalable des dossiers d'appel à la concurrence par la Direction centrale des Marchés Publics avant le lancement de la procédure notamment à son article 1-d en ce qui concerne les Sociétés nationales, Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire, Agences et autres comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'article 2.1 d :

- quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures ;

- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Six cent (600) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

S'agissant des seuils d'examen de la DCMP des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, l'article 2 de l'arrêté n°012785 du 26 décembre 2012 les fixe à son article 1.d pour les sociétés nationales et les sociétés à participation publique majoritaire comme suit :

- Deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services;
- Cent cinquante (150) millions FCFA pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

L'ASER n'a conclu en 2014 aucun marché par appel d'offres ouvert dont le Seuil est supérieur au seuil de contrôle de la DCMP.

4.2.3.2 MARCHES < SEUIL DCMP

L'ASER a conclu en 2014 deux marchés par appel d'offres ouvert listés ci-dessous :

- ✚ Marché S1422/14 relatif à l'entretien et à la réparation des véhicules de l'ASER d'un montant de 20 000 000 F CFA.

Pour ce marché le délai minimum de 15 jours suivant la publication de l'avis d'attribution provisoire (17 Août 2014) pour signature du marché (21 Août 2014) n'a pas été respecté.

- ✚ Marché S0997/14 relatif à l'assurance maladie du personnel de l'ASER d'un montant de 78 139 821 F CFA.

Pour ce marché, il faut relever l'insuffisance en matière de classement des documents de marché. En effet, le courrier de notification et l'avis de publication de l'attribution définitive n'y figurent pas. De plus des non conformités ont été relevées sur ce marché et peuvent être présentées ci-après :

- le DAO ne comporte pas le projet de marché contrairement au dossier type ;
- un membre de la cellule de passation, en l'occurrence le conseiller juridique, fait partie du comité d'évaluation en même temps que le SPM ;
- le rapport d'évaluation n'est pas signé par les membres du comité technique désigné ;
- la CM s'est réunie le 17 mars 2014 à 10 heures pour l'attribution provisoire alors que la publication a été faite le même jour dans le quotidien le soleil. De même, la notification provisoire au soumissionnaire non retenu et à l'attributaire est intervenue le 13 mars 2014 soit avant l'attribution du marché qui a eu lieu le 17 mars 2014; l'attribution provisoire a eu lieu le 17 mars 2014 et la signature du contrat le 27 mars 2014 soit un délai de 10 jours en violation des dispositions de l'article 84 du décret portant CMP.

4.2.4 MARCHES CONCLUS PAR AOR

L'ASER n'a conclu en 2014 aucun marché par la procédure d'appel d'offres restreint.

4.2.5 MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

L'ASER n'a pas conclu en 2014 de marchés par Demande de propositions.

4.2.6 MARCHES CONCLUS PAR DRP

Notre revue a porté sur six (6) marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix et listés ci-dessous :

- ✚ DRP S003/14/ASER Recrutement d'un traiteur d'un montant de 4 182 510 F CFA ;

Pour ce marché nous n' avons pas relevé d' anomalies ou de point de non-conformité.

- ✚ DRP F- 013/14/ASER de fournitures de bureau et de consommables informatiques d'un montant total de 24956570 F CFA réparti en 2 lots respectivement de :

- 9 808 160 F CFA
- 15 448 410 F CFA ;

Pour ce marché, nous avons constaté que le rapport d'évaluation est très sommaire et ne consiste qu'en une comparaison des prix. De plus, les documents de paiement ne sont pas transmis.

- ✚ Marché DRP N° F-0011/14 ASER relatif à la fourniture d'équipements (kits de mise à terre et matériels de test et de contrôle) d'un montant de 19 410 826 F CFA ;

- ✚ Marché DRP N° 045/14 ASER relatif à l'audit des comptes BAD pour 2014/2015.

Pour ces deux marchés précités nous avons relevé des délais anormalement longs entre la date d'ouverture des plis et celle de signature du marché.

- ✚ Marché DRP N° C- 014/14 ASER relatif à la sélection d'un consultant individuel pour Contrôle et Surveillance d'un montant de 10 000 000 F CFA.

Ce marché présente les non conformités suivantes :

- un délai anormalement long (60 jours) entre la date d'ouverture des plis et celle de l'approbation ;
- l'absence dans le dossier de marché des premiers livrables ;
- l'absence dans le dossier des paiements de juillet 2014 à avril 2015.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l' ASER de respecter les dispositions du CMP.

4.2.7 MARCHES PASSES PAR ENTENTE DIRECTE

Aucun marché n'a été passé par entente directe par l'ASER au cours de la gestion 2014.

4.2.8 AVENANTS

Aucun avenant relatif à ces marchés n'a été conclu par l'ASER au cours de la gestion 2014.

4.2.9 EVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS (DEMANDES DE COTATIONS, AUTRES ACQUISITIONS)

Aucun cas de fractionnement n'a été constaté.

4.2.10 MARCHES AYANT FAIT L' OBJET D' UN RECOURS AUPRES DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS DE L' ARMP

Aucun marché passé par l'ASER n'a fait l'objet de recours en 2014 devant le Comité de Règlement des Différends.

4.3 CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE

Les dossiers de marchés soumis à notre revue renferment toutes les pièces relatives aux paiements notamment les PV de réception, la situation des crédits, les bordereaux de livraison et les copies des chèques de paiement, à l' exception des marchés ci-après :

- ✚ **DRP F- 013/14/ASER** de fournitures de bureau et de consommables informatiques d'un montant total de 24956570 F CFA réparti en 2 lots respectivement de :
 - 9 808 160 F CFA
 - 15 448 410 F CFA
- ✚ **Marché DRP N° C- 014/14 ASER** relatif à la sélection d'un consultant individuel pour Contrôle et Surveillance d'un montant de 10 000 000 F CFA.

4.4 CONSTATS RELATIFS A L' AUDIT PHYSIQUE (MATERIALITE, EXECUTION PHYSIQUE)

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur trois (03) marchés et les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- le dispositif du système d' archivage et de classement des documents de suivi et de gestion technique des marchés est correct. L' essentiel des documents de la procédure de passation des marchés sont disponibles. L' archivage reste à améliorer.
- les spécifications techniques des marchés sont assez détaillées ;
- des manquements importants ont été constatés dans la rédaction des documents contractuels.

Les constats spécifiques aux marchés examinés sont détaillés ci-après.

4.4.1 – ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

4.4.1.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
01	DRP-08-2014/ASER/ETAT	FOURNITURE	LOT N°1 : 9 808 160 LOT N°2 : 14 726 400	DAKAR
❖ Fournisseur:		GERMANY SENEGAL COOPERATION (GSC SARL)		
❖ Financement :		Budget consolidé d' investissement		
❖ Date de notification		18 juin 2014		
❖ Date démarrage		27 juin 2014		
❖ Délai d'exécution		Un mois (lot 1 et 2)		
❖ Date de réception		Lot n° 2 : 28 aout 2014		

4.4.1.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur la fourniture en deux lots de consommables de bureau et informatiques.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- la lettre d'invitation sans référence et non datée a été adressée à cinq fournisseurs pour un dépouillement prévu le 13 juin 2014 à 10 heures. Le rapport d'évaluation précise la date du 26 mai pour le lancement de la DRP ;
- les délais de livraison ne figurent pas dans la DRP ;
- le délai de livraison prend effet à la signature du contrat. La date de signature du contrat n'est pas mentionnée sur la page de signature ;
- le procès verbal de la séance d'ouverture des plis est daté du 13 juin 2014. Quatre fournisseurs ont fait des propositions à l'ouverture des offres ;
- le rapport d'évaluation du 17 juin 2014 propose GERMANY SENEGAL COOPERATION moins disant pour les deux lots après correction arithmétique des offres ;
- le procès-verbal d'attribution comporte deux dates d'établissement: une date du 14 juin 2014 et une autre le 28 novembre 2014 ;
- le marché du lot n° 1 est daté du 13 août 2012 et celui du lot n°2 est daté du 24 avril 2013. La date d'enregistrement notée sur les deux marchés est le 03 juillet 2014 ;
- les modalités de paiement du marché sont différentes de celles contenues dans la DRP qui prévoit une avance de 20% cautionné à 100%. Dans le marché, les paiements sont effectués à 100% après livraison de l'ensemble des consommables ;
- On retrouve deux délais de livraison dans le marché du lot n° 2 : un délai d' un mois et un délai de 3 semaines.
- la clause 12 prévoit des pénalités égales à 0,5% du prix, plafonnées à 10 % ;
- Seul le cadre du devis quantitatif est annexé aux marchés sans les prix unitaires proposés.

L'inspection visuelle effectuée sur site a permis de faire les observations suivantes :

- les fournitures sont livrées progressivement contrairement aux termes du marché ;
- le procès verbal de réception partielle des fournitures est signé par les parties. Cependant, nous constatons un recouvrement insuffisant du tuyau d'évacuation des eaux.

4.4.1.3 - RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons d'apporter plus de rigueur sur la rédaction des documents contractuels qui peuvent impliquer des enjeux financiers importants.

4.4.1.4 - ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES

DESI

PROCES VERBAL DE RECEPTION


La commission s'est réunie le 18/08/2014 à 10 heures et a procédé à la réception des produits suivants

BORDEREAU DE LIVRAISON N°: 07/08/2014


N° Ordre	Articles	Quantités		Ecart	Observations
		Réceptionnées	Commandées		
	Cartouches HP 339	26	40	14	
	Cartouches HP 344	26	40	14	
	Cartouches HP 56	05	05	0	
	Cartouches HP 57	05	05	0	
	Cartouches HP 9600A	07	15	08	
	Cartouches HP 9601A	07	15	08	
	Cartouches HP 9602A	07	15	08	
	Cartouches HP 9603A	07	15	08	
	Cartouches HP 920 black	24	40	16	
	Cartouches HP 920 Cyan	24	40	16	
	Cartouches HP 920 Magenta	24	40	16	
	Cartouches HP 920 Yellow	24	40	16	
	Cartouches HP 21	09	15	06	
	Cartouches HP 22	09	15	06	
	Cartouches HP 5942A	05	10	05	

Nous membres de la commission de réception confirmons par nos signatures la réalité des informations consignées dans le présent PV.


Direction du Contrôle de Gestion
et de l'Audit




Spécialiste Passation
des Marchés (SPM)

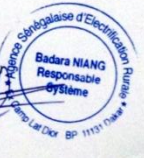


Direction Administrative



Direction des Etudes et du
Système d'Information (DESI)





Procès verbal de réception

4.4.2 FOURNITURE D' EQUIPEMENTS

4.4.2.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHÉ FCFA TTC	LOCALISATION
02	DRP-09-2014/ASER/ETAT	Fourniture	19 410 827	
❖ Fournisseur	DSL			
❖ Financement :	Etat du Sénégal			
❖ Date de notification	22 décembre 2014			
❖ Date d'approbation	08 décembre 2014			
❖ Date démarrage	08 décembre 2014			
❖ Délai d'exécution	Un mois			
❖ Date de réception	24 février 2015			

4.4.2.2 EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur la fourniture de kits de mise à terre et de matériel de test et de contrôle.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- la lettre d'invitation sans référence et non datée a été adressée à cinq fournisseurs pour un dépouillement prévu le 11 novembre 2014 à 10 heures. Le rapport d'évaluation précise la date du 26 mai pour le lancement de la DRP;
- à l'ouverture des plis en date du 11 novembre 2014 à 10 heures, trois offres ont été reçues ;
- le rapport d'évaluation des offres du 27 novembre 2014 et le procès verbal d'attribution de marché du 28 novembre 2014 proposent DSL Electricité moins disant, attributaire provisoire ;
- la DRP précise en son article 1.7 que le délai de livraison ne peut dépasser deux semaines ;
- l'article 2.9 prévoit des pénalités égales à 0,5% du prix plafonnées à 10 % ;
- le marché comporte deux délais de livraison de trois semaines et d'un mois ;
- une demande de règlement pour un montant HTVA de 16 449 853 FCFA a été introduite le 10 mars 2015.

L'inspection visuelle effectuée a permis de faire les observations suivantes :

- les fournitures ont été livrées conformément aux spécifications techniques du marché ;
- l'article 1.7 de la DRP qui limite le délai de livraison à deux semaines n'a pas été respecté par le fournisseur. Les pénalités de retards prévues à l'article 2.9 du contrat n'ont pas été appliquées ;
- la DRP ne prévoit pas une période de garantie pour le matériel électronique livré.

4.4.2.3 -RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons une application des pénalités de retards en l'absence de tout écart non justifié dans le délai contractuel. Une période de garantie doit être incorporée dans les DRP pour les marchés de fournitures de matériels et équipements qui habituellement en font l'objet dans le marché.

4.4.2.4 - ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Analyseur de réseau électrique



Odomètre pour mesure de distance

4.4.3 SÉLECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE CONTRÔLE ET LA SUPERVISION DE TRAVAUX D'ÉLECTRIFICATION RURALE

4.4.3.1 DONNÉES GÉNÉRALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHÉ FCFA TTC	LOCALISATION
03	N°PI-3-2014/ASER	Prestations intellectuelle s	10 000 000	
❖ Consultant		Mamadou Coulibaly		
❖ Financement :				
❖ Date d'approbation		8 juillet 2014		
❖ Date démarrage				
❖ Durée du contrat		12 mois		
❖ Date de réception provisoire				

4.4.3.2- EVALUATION TECHNIQUE

Le marché porte sur les prestations d' un consultant individuel pour la gestion technique et financière des travaux d' électrification rurale.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- l'avis à manifestation d'intérêt est publié dans le journal le Soleil du 19 mai 2014 pour un dépôt de candidature au plus tard le 30 mai 2014 ;
- douze propositions ont été reçues à l'ouverture des plis du 30 mai 2014. ;
- le rapport d'évaluation a proposé le consultant ayant la plus grande note technique ;
- le procès verbal de négociation arrête un montant total de 10 000 000 FCFA TTC pour une durée de 12 mois. Le consultant fera un rapport mensuel d'activité et un rapport après chaque mission et, un règlement de 833 000 FCFA TTC sera effectué après dépôt du rapport mensuel.

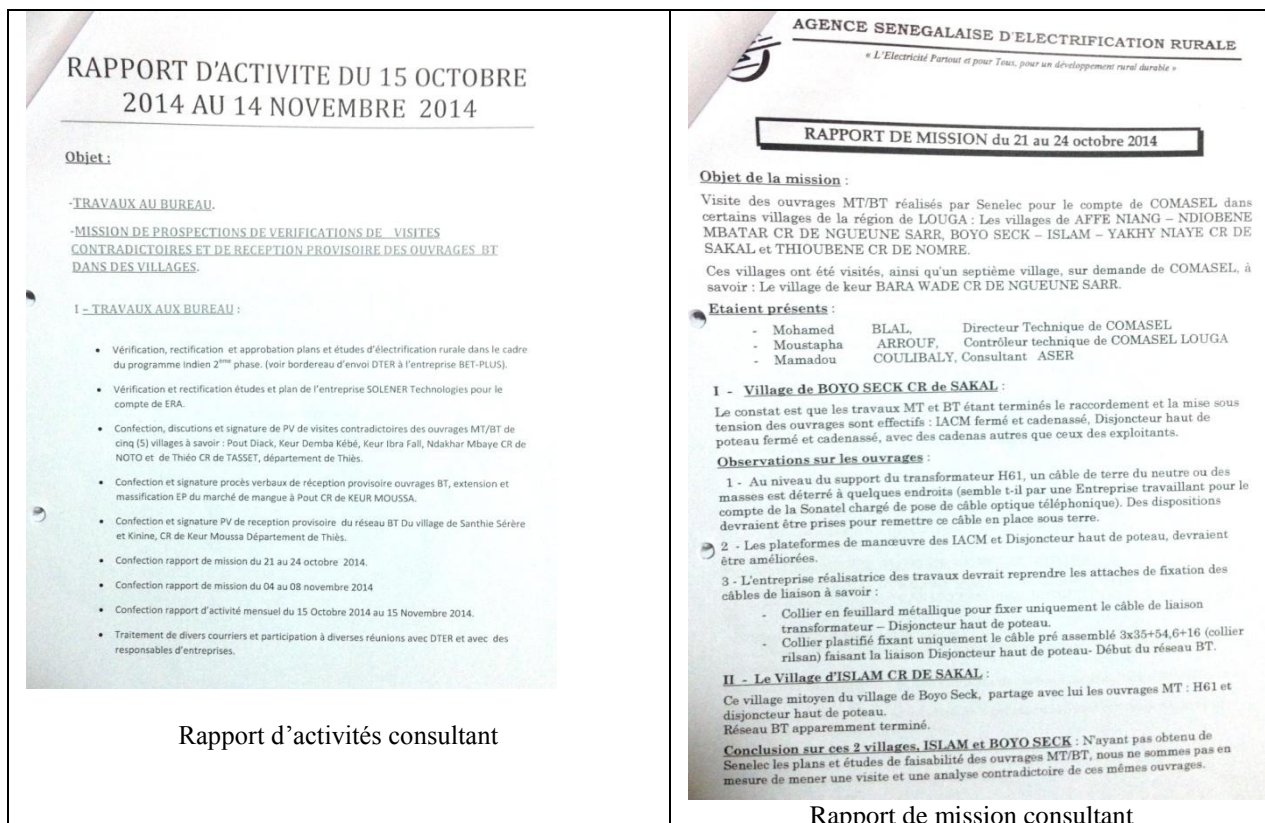
L'analyse technique des documents a permis de faire les observations suivantes :

- le curriculum vitae du consultant montre qu'il dispose d'une expérience avérée de plus de 45 années dans le domaine ;
- les paiements effectués à ce jour sont effectués après présentation du rapport mensuel ;
- les modalités de paiement ne tiennent pas compte de certaines activités prévues à l'article 5 des termes de références: établissement du procès verbal de réception provisoire, suivi des essais et réception définitive des travaux.

4.4.3.3 - RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons une indexation des paiements en fonction des livrables et des tâches attendus du consultant et contenus dans les termes de références.

4.4.3.4 - ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Rapport d'activités consultant

Rapport de mission consultant

4.5 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS DE LA REVUE

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET DES RECOMMANDATIONS

CONSTATS	RECOMMANDATIONS	PERSONNE RESPONSABLE
La commission des marchés a été mise tardivement en place (20 janvier au lieu du 5 janvier 2014).	Veiller au respect de l' article 6 de l' arrêté 11588 du 28/12/2007 CMP.	AC/CPM
L' attribution est faite généralement sur la base du seul critère « prix » en violation des articles 59 et 70 du CMP.	Veiller au respect des dispositions des articles 59 et 70 du CMP.	CM /CPM
L' attribution et la publication du marché relatif ont été faites le même jour alors que la Commission a procédé à ladite attribution le 17 mars 2014.	Veiller aux dispositions de l' article 83 du décret portant CMP.	CPM
Le PV d' attribution du marché n' a pas fait l' objet de publication sur le site des marchés publics.	Publier les avis d' attribution des marchés passés par DRP sur le site des marchés publics en application des dispositions de l' article 78.b3 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.	CPM
L' ASER ne tient pas un registre des marchés, en violation de l' article 167 du décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Réglementation sur la comptabilité publique et/ou des dispositions de l' OHADA y relatives.	Nous vous recommandons d' instaurer un registre des marchés et baux côté et paraphé en application des dispositions ci-contre.	AC/ service de la comptabilité/CPM
La comptabilité des matières est à l' état embryonnaire, le comptable des matières ne tenant que des fiches d' entrée et de sortie.	Nous vous recommandons de veiller à l' application des dispositions du décret 2007-0434 du 25 Mars 2007 relatif à la Comptabilité des Matières et aussi vous rapprocher de la DMTA de MEF.	AC/ Comptable des matières
L' évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu' en une comparaison des prix.	Evaluer les offres des soumissionnaires sur la base des seuls critères préalablement définis dans le dossier d' appel à la concurrence et veiller à une plus grande précision de la définition des besoins conformément aux dispositions des articles 59 et 70 du CMP.	CM/CPM
L' archivage des dossiers de marchés est à l' état embryonnaire.	Nous vous recommandons de mettre l' ensemble des pièces de chaque marché dans une même liasse et de leur affecter un local spécialement dédié à cet effet. Nous vous recommandons aussi de vous inspirer du manuel de classement et d' archivage élaboré par l' ARMP et disponible sur le site des marchés publics.	AC/CPM CM/CPM

4.6 SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Le rapport 2013 n' est pas disponible sur le site des marchés publics.

5. STATISTIQUES DES ANOMALIES

5.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	AOO 1	AOO 1	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6	TOTAL ANOMAL IES	TOTAL MARCHES REVUS	STA TIST IQU E DES ANO MAL IES
L'archivage des dossiers de marchés est à l'état embryonnaire	1		1			1			3	8	38%
Un des membres de la Cellule participe aux travaux d'évaluation et signe le rapport d'évaluation	1	1	1	1	1	1	1	1	8	8	100%
L'évaluation des offres était très sommaire et ne consistait qu'en une comparaison des prix			1	1	1	1	1	1	6	6	100%

6. ANNEXES

6.1	REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR AAO.....	37
6.2	REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	41
6.3	Observations de GRANT THORNTON sur les commentaires de l'ASER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	47
6.4	REPOSES DE L'ASER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE	54

6.1 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR AAO


AON N°SP/01/2014/ASER/ETAT
COMMENTAIRE SUR LE MARCHÉ

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert relatif au choix d'un assureur maladie groupe pour l'ASER pour un montant de F CFA 78 139 821.

DONNEES DU MARCHÉ

DONNEES DU MARCHÉ	
NUMERO DAO	AON N°SP/01/2014/ASER/ETAT
1. Financement	ETAT
2. Nom de l'Autorité contractante	ASER
3. Intitulé du marché	Choix d'un assureur maladie groupe pour l'ASER
4. Numéro du marché	2800420A000044
5. Description des biens, travaux ou services	Choix d'un assureur maladie groupe pour l'ASER
6. Nom de l'attributaire du marché	ASKIA ASSURANCES
7. Nombre d'offres reçues	2
8. Date limite de dépôt des offres	11/03//2014
9. Date d'ouverture des plis	11/03/2014
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	17/03/2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	27/03/2014
12. Date d'Approbation	Non indiquée
13. Date de notification	13/03/2014
14. Date de publication de l'attribution définitive	Non indiquée
15. Date ordre de service de commencer	Non indiquée
16. Date de démarrage effectif	Non indiquée
17. Délai d'exécution,	1 an
18. Date de réception (provisoire)	Non indiquée
19. Montant marché minimum	78 139 821 F CFA
20. Montant marché maximum	
21. Montant budget	86 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les non conformités suivantes:

- l'absence dans le dossier :
 - ✓ de la date d'approbation qui n'est pas indiquée ;
 - ✓ du courrier de notification ;
 - ✓ de l'avis de publication de l'attribution définitive ;
- le DAO ne comporte pas le projet de marché contrairement au dossier type ;
- un membre de la cellule de passation, en l'occurrence le conseiller juridique, fait partie du comité d'évaluation en même temps que le SPM ;
- le rapport d'évaluation n'est pas signé par les membres du comité technique désigné ;
- la CM s'est réunie le 17 mars 2014 à 10 heures pour l'attribution provisoire alors que la publication a été faite le même jour dans le quotidien le soleil. La publication serait

vraisemblablement faite après l'évaluation. De même, la notification provisoire au soumissionnaire non retenu et à l'attributaire est intervenue le 13 mars 2014 soit avant l'attribution du marché qui a eu lieu le 17 mars 2014;

- l'attribution provisoire a eu lieu le 17 mars 2014 et la signature du contrat le 27 mars 2014 soit un délai de 10 jours en violation des dispositions de l'article 84 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ASER de veiller au respect des dispositions du décret portant CMP et de mettre en place un bon système d'archivage permettant la traçabilité des documents de marchés.

CONCLUSION

Au vu des manquements soulevés, la procédure de passation des marchés n'est pas conforme au décret portant CMP.

Concernant l'exécution, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la conformité de la procédure faute de documents y afférents.


AOO S1422/14 ASER/ETAT
COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

L'appel d'offres est relatif à l'entretien et à la réparation des véhicules de l'ASER pour un montant de 20 000 000 F CFA.

DONNEES DU MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
NUMERO DAO	AON° SP/02 2014 ASER/ETAT
1. Financement	ASER
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence sénégalaise d'électrification rurale ASER
3. Intitulé du marché	Entretien et Réparation des véhicules de l'ASER
4. Numéro du marché	N° S-1422/14
5. Description des biens, travaux ou services	Entretien et Réparation des véhicules de l'ASER
6. Nom de l'attributaire du marché	THIAROYE AUTOMOBILES
7. Nombre d'offres reçues	2
8. Date limite de dépôt des offres	21-juil-14
9. Date d'ouverture des plis	21-juil-14
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	17 AOÛT 2014
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	21 AOÛT 2014
12. Date d'Approbation	21 AOÛT 2014
13. Date de notification de l'attribution provisoire	14 AOÛT 2014
14. Date de publication de l'attribution définitive	N/A
15. Date ordre de service de commencer	N/A suivant BC
16. Date de démarrage effectif	N/A
17. Délai d'exécution,	12mois
18. Date de réception (provisoire)	NA
19. Montant marché	FCFA 20 000 000

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater la violation des dispositions de l'article 84-1 du CMP par le non respect du délai minimum de 15 jours suivant la publication de l'avis d'attribution provisoire (17 Août 2014) pour signature du marché (21 Août 2014).

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de veiller au respect des délais fixés par le CMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE

A l'exception du délai mentionné ci-dessus, la procédure de passation de ce marché est globalement conforme aux dispositions du CMP.

6.2 REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP



DRP-08-2014/ASER/ETAT

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

Il s'agit d'une demande de renseignement et de prix relative à l'achat de fournitures de bureau pour l'ASER pour un montant de F CFA 9 808 160.

DONNEES DU MARCHE

1. Financement	Etat
2. Nom de l'Autorité contractante	ASER
3. Intitulé du marché	Achat de fournitures de bureau pour l'ASER
4. Numéro du marché	DRP-08-2014/ASER/ETAT
5. Description des biens, travaux ou service	Fournitures consommables
6. Nom de l'attributaire du marché	GERMANY SENEGAL COOPERATION (GSC SARL)
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	28/05/2014
9. Date ouverture des plis	13/06/2014
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Non indiqué
11. Date de publication des résultats	Support de publication non transmis
12. Date Ordre de service de commencer	OS non transmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	non communiquée
14. Délai d'exécution	30 jours
15. Date de réception	28/08/2014
16. Montant du marché	9 808 160 F CFA TTC
17. Montant du Budget	25 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater que :

- le rapport d'évaluation est très sommaire et ne consiste qu'en une comparaison des prix ;
- la date du contrat n'est pas indiquée ;
- les documents de paiement ne sont pas transmis.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à l'ASER de veiller au respect des dispositions du décret portant CMP et de mettre en place un bon système d'archivage permettant la traçabilité des documents de marchés.

CONCLUSION

La procédure de passation des marchés est globalement conforme au décret portant CMP. Concernant l'exécution, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la conformité de la procédure faute de documents y afférents.

+ **DRP-S003/14 ASER/ETAT**

COMMENTAIRE SUR LE MARCHE

La DRP est relative à une consultation de fournisseurs pour le choix d' un traiteur/restaurateur.

DONNEES DU MARCHE

1. Financement:	Fonds propres
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence sénégalaise d'électrification rurale ASER
3. Intitulé du marché	consultation de Fournisseurs pour Traiteur /restaurateur
4. Numéro du marché	DRP-03-2014/ASER
5. Description des biens, travaux ou service	consultation de Fournisseurs pour Traiteur /restaurateur
6. Nom de l'attributaire du marché	A.B.S
7. Nombre d'offres reçues,	5
8. Date de publicité de la demande de prix	Non communiquée
9. Date ouverture des plis	12/03/2014
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	29/04/2014
11. Date de publication des résultats	N/A
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
14. Délai d'exécution	12mois
15. Date de réception	N/A
16. Montant du marché	4 182 510 F CFA
17. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Pour ce marché nous n' avons pas relevé d' anomalies ou de point de non-conformité.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE

La procédure de passation de ce marché est globalement conforme aux dispositions du Code des marchés publics.

DRP F-09/2014/ASER/ETAT

COMMENTAIRE SUR LE MARCHÉ

Le marché est relatif à la fourniture de d' équipements (Kits de mise à terre).

DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement:	Fonds propres
2. Nom de l' Autorité contractante	Agence sénégalaise d'électrification rurale ASER
3. Intitulé du marché	Fourniture d'équipements (Kits de mise à terre et de matériels de test et de contrôle)
4. Numéro du marché	DRP- 09/2014 ASER/ETAT
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture d'équipements (Kits de mise à terre et de matériels de test et de contrôle)
6. Nom de l'attributaire du marché	DSL
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	Lettre d'invitation du 22 SEPTEMBRE 2014
9. Date ouverture des plis	09/10/2014
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	08/12/2014
11. Date de publication des résultats	Non indiquée
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
14. Délai d'exécution	Un (1) mois
15. Date de réception	24/02/2015
16. Montant du marché	19 410 826,54 F CFA TTC
17. Montant du Budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater un délai anormalement long entre la date d'ouverture des plis (9 octobre 2014) et celle de signature du marché et de son approbation (08 décembre 2014).

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de diligenter l'échange de correspondances avec le bailleur pour écourter les délais généralement très longs.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE

A l'exception du délai mentionné ci-dessus, la procédure de passation de ce marché est globalement conforme aux dispositions du CMP.

+ **DRP-PI -02/2014/ASER**

COMMENTAIRE SUR LE MARCHÉ

Le marché est relatif au choix d'un cabinet pour l'audit des comptes BAD 2014 et 2015.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement	FAD/BAD
2. Nom de l'Autorité contractante	Agence sénégalaise d'électrification rurale
3. Intitulé du marché	Audit des comptes du Projet d'Electrification rurale de l'ASER pour les exercices 2014 et 2015
4. Numéro du marché	N- PI-02/2014/ASER
5. Description des biens, travaux ou service	Audit des comptes du Projet d'Electrification rurale de l'ASER pour les exercices 2014 et 2015
6. Nom de l'attributaire du marché	Cabinet MAYORO WADE
7. Nombre d'offres reçues,	16
8. Date de publicité de la demande de manifestation d'intérêt	journal "LE SOLEIL des 3 et 4 MAI 2014
9. Date ouverture des plis	28/05/2014
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	09/12/2014
11. Date de publication des résultats	Soleil du 16 Janvier 2015
12. Date Ordre de service de commencer	02/02/2015
13. Date de démarrage effectif de prestation	N/A
14. Délai d'exécution	45 jours par exercice soit 90 jours pour les deux
15. Date de réception	Contrat en cours d'exécution
16. Montant du marché	5 940 000 F CFA HT
17. Montant du Budget	Non indiqué
18. Délai validité offre	90 jours

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater un délai anormalement long entre la date d'ouverture des plis (28 mai 2014) et celle de signature du marché et de son approbation (09 décembre 2014).

RECOMMANDATION

Nous vous recommandons de diligenter l'échange de correspondances avec le bailleur pour écourter les délais généralement très longs.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE

A l'exception du délai mentionné ci-dessus, la procédure de passation de ce marché est globalement conforme aux dispositions du CMP.

+ **DRP- PI-3/2014/ASER**

COMMENTAIRE SUR LE MARCHÉ

Le marché est relatif au choix d' un consultant individuel pour le contrôle et la surveillance des travaux d' électrification rurale.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

GENERAL	
NUMERO MARCHÉ	N° PI-3-2014/ASER
1. Financement	ASER
2. Nom de l' Autorité contractante	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)
3. Intitulé du marché	Contrôle et Surveillance des travaux d'électrification rurale
4. Numéro du marché	N° PI-3-2014/ASER
5. Description des biens, travaux ou services	Contrôle et Surveillance des travaux d'électrification rurale
6. Nom de l' attributaire du marché	Mamadou Coulibaly
7. Nombre d' offres reçues	12
8. Date limite de dépôt des offres	30/05/2014
9. Date d'ouverture des plis	30-mai-14
10. Date d'Approbation	08/07/2014
11. Date de Publication de l'attribution provisoire:	Site marchés publics
12. Date de notification	08/07/2014
13. Date ordre de service de commencer	N/A
14. Date de démarrage effectif	15/07/2014
15. Délai d' exécution,	12 mois
16. Date de réception (provisoire)	Contrat en cours d'exécution
17. Montant marché	10 000 000 FCFA
18. Montant budget	Non indiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- ✓ un délai anormalement long (60 jours) entre la date d' ouverture des plis et celle de l' approbation ;
- ✓ l' absence dans le dossier de marché des premiers livrables ;
- ✓ l' absence dans le dossier des paiements de juillet 2014 à avril 2015 ;

RECOMMANDATIONS

Nous vous recommandons de veiller au strict respect des dispositions du CMP notamment l' article 70 et de mettre en place un système d' archivage efficace des documents de marchés publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE

Hormis le délai anormalement long entre l' ouverture et l' approbation, la procédure de passation est globalement conforme au Code des marchés publics.

6.3 OBSERVATIONS DE GRANT THORNTON SUR LES COMMENTAIRES DE L'ASER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE

Dakar le 31 aout 2015

**A Monsieur le Directeur général de
l'Agence sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER)**

DAKAR

**V/ Réf.: N/L 0517/2015/MG/BND/Rc du 17/08/2015
V/L 15_472/SMF/nrd du 24/08/2015**

N/Réf : 0560/2015/MG/BND/RC

**OBJET : Rapport provisoire sur la revue indépendante
des marchés conclus en 2014 par les AC du Groupe II**

Monsieur le Directeur général,

Nous accusons réception de votre lettre citée en seconde référence, par laquelle vous nous transmettez vos observations sur le rapport issu de la revue indépendante des marchés conclus en 2014 par l'ASER.

Nous vous en remercions et vous prions de trouver en annexe les réponses du Cabinet Grant Thornton sur lesdites observations.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé



RAPPORT PROVISOIRE SUR LA REVUE INDEPENDANTE DES MARCHES CONCLUS EN 2014 PAR L'ASER
REponses du Cabinet aux observations de l'AC
TABLEAU I : CONSTATS D'ORDRE GENERAL

N° D'ORDRE	CONSTAT	COMMENTAIRE DE L'AC	REponse du Cabinet	STATUT DE LA RECOMMANDATION
1-1	Le comptable matières ne tient pas de registres de comptabilité matière	La Comptabilité matière est gérée par un logiciel	Nous prenons acte de l'existence d'un logiciel de gestion de la comptabilité matière. L'un n'excluant pas l'autre, nous vous recommandons, dans le cadre d'une dématérialisation non encore achevée de disposer de support physique	Point maintenu
1-2	Nous avons eu connaissance d'achat de petits matériels d'outillage pour 8 544 000 Frs CFA	Il n'y a pas eu de mouvement pour ce compte en 2014	Après vérification, nous levons le constat.	Point Levé
2	Les rapports d'évaluation des offres sont très sommaires. Les attributions ne sont faites que sur la seule comparaison des prix	Tous les rapports d'évaluation élaborés à l'ASER sont conformes aux dispositions des articles 59 et 70 du CMP. En effet, ils sont exhaustifs, clairs et renseignent sur tous les aspects pertinents du processus d'évaluation. Depuis 2008 l'ASER est auditée chaque année par l'ARMP, la BM, et la BAD	Certes l'ASER a élaboré plusieurs rapports d'évaluation. Le nombre ne Justifie pas systématiquement leur conformité au CMP. Nous avons, sur la base de revue in situ, relevé que les attributions des marchés ciblés ne l'ont été que sur le seul critère du prix (voir modèle PV en annexe)	Point maintenu
3.	La CM a été tardivement nommée (20 Janvier 2014 au lieu du 05 Janvier 2014)	La désignation des représentants du CF et du Ministère de tutelle avait pris trop de temps	L'ASER ne peut ignorer que la nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 05 janvier de chaque année. Il convient, en fonction de la date butoir d'initier en amont les correspondances nécessaires au Contrôleur Financier et à votre Ministre de tutelle dans un délai adéquat	Point maintenu
N° D'ORDRE	CONSTAT	COMMENTAIRE DE L'AC	REponse du Cabinet	STATUT DE LA RECOMMANDATION

				N
4	Le Système d'archivage est insuffisant	L'idéal serait d'avoir une salle dédiée à l'archivage, mais nous souffrons de l'étroitesse de nos locaux, même des cadres se partagent des bureaux. Les Audits de l'ARMP ont beaucoup apprécié notre système de classement	Nous avons nous-mêmes apprécié votre système de classement pour l'avoir décrit dans ses détails et constaté sa bonne tenue. L'archivage des documents administratifs, comptables, financiers, y compris les dossiers de marchés publics, est régit par la loi qui leur fixe une durée de vie légale (10ans). Nous recommandons à l'ASER de tout mettre en œuvre pour affecter un local spécialement dédié aux documents de marchés.	Point maintenu
5	La non publication des attributions définitives des deux AOO	Au cours de l'exercice 2014, nous avons dès fois beaucoup de difficultés pour poster dans le SYGMAP	L'article 86-4 ne s'applique qu'aux marchés conclus sous l'égide du décret 2014-1212 du 22 Septembre 2014 et ce à partir de sa date d'entrée en vigueur. Or les marchés concernés ont été conclus antérieurement à l'entrée en vigueur du décret 2014-12 du 22 Septembre 2014. Ils sont en conséquence régis, dans leur publicité, par les dispositions des articles 85, 64 et 86 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011	Point maintenu

TABLEAU II : CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L' EXECUTION FINANCIERES DES MARCHES

N° D'ORDRE	CONSTAT	OBSERVATIONS DE L'AC	REPOSE DU CABINET	STATUT DE LA RECOMMANDATION
1 Marché N° S-14_422/14 Entretien et réparation Véhicules ASER	Il est écoulé un délai de 4 jours seulement entre la publication de l'avis d'attribution provisoire (17août 2014 et la signature du contrat 21 août 2014	Pour ce marché, il ne nous est resté qu'un candidat	Les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics, tant qu'elles ne sont pas modifiées s'appliquent. Le CMP fixe le délai entre la publication de l'attribution provisoire et la signature à 15 jours. En outre nous vous rappelons que ce marché est régi par les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011.	Point maintenu
2- Marché S0997/14 ASER Assurance Maladie du Personnel de l'ASER	2-1 Le DAO ne comporte pas le projet de Marché 2-2 un membre de la CPM fait partie du Comité d'évaluation des offres 2.3 Non-respect de la transparence (attribution provisoire et publication de l'avis d'attribution	2.1Le DAO est complet avec toutes les parties qui le composent. 2.2 Suivant l'article 38 du CMP la CM peut faire participer à ses travaux tout experts en fonction de la nature des prestations Nous ne comprenons pas cette observation revisitez l'article 85 au	2.1 le DAO qui a été soumis à notre revue ne comporte pas de projet de marché et aucun document complémentaire ne nous a été communiqué pour étayer vos observations. 2.2 : Les fonctions de membres de la CPM sont incompatibles avec celles de la CM parce que non cumulables. Nous vous recommandons de vous conformer aux dispositions de l'arrêté N°00865 du 22 Janvier 2015 relatif aux CPM 2.3 : le PV d'attribution ne peut pas être établi et	Point maintenu

	provisoire le même jour 17/03/2014 2.4. Signature du contrat 10 jours au lieu de 15 après publication de l'attribution définitive	lieu de 84	publié le même jour dans le journal. Il est du ressort du rapporteur de s'assurer de la cohérence des dates indiquées dans les différents documents avant leur signature. 2.4 : Nous vous rappelons que le marché objet de notre revu a été signé le 27 mars 2014 donc bien avant l'avènement du décret 2014-1212 qui a été signé le 22 septembre 2014. Par conséquent pour ce marché les dispositions de l'article 84 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 relatives au respect du délai de 15 jours entre la signature du contrat et la publication de l'avis d'attribution s'appliquent.	
3- Marché N° S-003/14 Recrutement d'un traiteur	Aucun constat d'anomalies ou de non- conformité	Ouverture des plis : 12 mars 2014 Attribution 12 mars 2014 Signature du contrat 29 avril 2014 Retard du uniquement à la présentation d'un quitus fiscal en cours de validité exigé avant signature du contrat	Nous vous renvoyons à la partie 4.2.6 du rapport provisoire et à la check list y afférente. Aucun constat spécifique n'a été constaté pour ce marché.	Sans objet
4- Marché DRP F-013/14 ASER Fournitures de consommables informatiques	Le constat porte sur le caractère sommaire du rapport d'analyse	Ouverture des plis 13/06/2014 Attribution 14/06/2014 Date de signature 26/06/2014	Nous vous renvoyons à la partie 4.2.6. du rapport provisoire. Le constat porte sur le caractère sommaire du rapport d'analyse et non sur les délais de passation	Point maintenu
5- DRP	Délais anormalement	Ouverture des plis	Nous vous recommandons	Point

N°11/14 ASER fournitures d'équipements et de Kits de mise à terre	long entre la date d'ouverture des plis et celle de signature du marché. Ouverture des plis 9/10/2014 Signature 08/12/2014 Date de réception 24/02/2015	11/11/2014 Attribution : 28/11/2014 Signature 08/12/2014 Retard du uniquement à la présentation d'un quitus fiscal en cours de validité exigé avant signature du contrat	de veiller à mettre en place des indicateurs permettant de réduire les délais de passation	maintenu
6 DRP C- 014/14 ASER Consultant individuel pour contrôle Travaux	✓ un délai anormalement long (60 jours) entre la date d'ouverture des plis et celle de l'approbation ; ✓ l'absence dans le dossier de marché des premiers livrables ; ✓ l'absence dans le dossier des paiements de juillet 2014 à avril 2015 ; ✓ une différence non expliquée du nombre de consultants mentionné sur le PV d'ouverture (16) et celui mentionné sur le rapport d'analyse (9).		Nous prenons bonne note des documents transmis. Toutefois nous notons que le nom de Mamadou KANE continue à figurer sur la liste des candidats à évaluer alors qu'il aurait été éliminé puisque s'agissant d'un cabinet et aucun document le présentant comme un cabinet d'étude n'a été porté à notre connaissance.. Nous maintenons l'absence des livrables et dossiers de paiement relatifs à cette DRP	Point partiellement levé
7- DRP 045/14/ASER Audit Compte BAD pour l'exercice 2014	Délais très longs entre la date d'ouverture des plis et celle de la signature du marché Ouverture des plis 28/05/2014 Signature du contrat : 09/12/2014	Ce marché a fait l'objet de suivi de tout son processus par le service procurement de la BAD et toutes les non-objections ont été obtenues sans observations ; il est vrai que les échanges avec les bailleurs allongent souvent les délais mais pour ce marché les délais étaient raisonnables	La procédure de passation n'a jamais été mise en cause dans notre rapport provisoire. Il s'agit, relativement au long délai constaté pour cette DRP et, nous avons recommandé à l'AC de prendre les dispositions idônes avec les bailleurs pour avoir des délais de passation et d'exécution raisonnables.	Point maintenu

6.4 REPOSES DE L'ASER SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE



AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE

« L'Electricité Partout et pour Tous, pour un développement rural durable »

DOSSIER DE CONSULTATION RESTREINTE N° DRP-08-2014 ASER ACHAT DE FOURNITURES ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES

RAPPORT D'EVALUATION DES OFFRES ET D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Dans le cadre de la sélection d'un fournisseur pour l'achat de fournitures et consommables informatiques de l'ASER une demande
renseignement et de prix a été lancée le 26 mai 2014 auprès de cinq (5) entreprises suivantes :

N	soumissionnaire	Adresse	Tel.
1	SECK BALLA CAMARA	N°7 Sacré Cœur 3 VDN	77618-43-46
2	SOPRE TECHNOLOGIE	N°204, cité SIPRES 2	77513-93-55
3	TNKM	N°1820 Usine Niary Tally	76659-00-42
4	GSC	27, Boulevard de la Libération	77438-76-35/33821-40-65
5	Laye Laye Entreprise(LLE)	Cambéréne 1, Diamaguène	76-478-95-50/33855-69-43

A l'ouverture des plis effectuée le 13 juin 2014 à 10h, l'entreprise **SECK BALLA CAMARA** n'a pas déposé son offre :

Les membres de la commission des marchés chargés de l'ouverture étaient constitués de :

Membres	Fonction/Structure	Poste
Amadou SOW	ADG /ASER	Président
Oumar Baïla DAF	DCER/ASER	Membre
Oumar THIAM	DFER/ASER	Membre
Rokhaya Diao GUEYE	DACASER	Membre
Daouda DIOUF	CD/DE/MEM	Membre
Serigne Madiaw FAYE	SPM/ASER	Rapporteur

Le montant des offres lues publiquement lors de cette séance est consigné dans le tableau ci-dessous :

TABEAU DE SOUMISSION

N° D'Ordre	PRESTATAIRES	lot	OFFRES FINANCIERE MONTANT EN FCFA TTC
01	SOPRE TECHNOMOLIE	Lot1 : Fournitures	11.089.050
		Lot 2 : Consommables	18.010.910
02	LLE	Lot1 : Fournitures	10.849.510
		Lot 2 : Consommables	18.196.910
03	GSC	Lot1 : Fournitures	9.808.160
		Lot 2 : Consommables	15.148.410
04	TNKM	Lot1 : Fournitures	11.574.620
		Lot 2 : Consommables	17.395.910

Après l'ouverture des plis les mêmes membres de la commission des marchés ont constitué un comité d'études et d'évaluation des offres composé de :

- Assane SENE, ADESI ;
- Malick Koïta, ADESI ;
- Serigne Madiaw FAYE, SPM

L'évaluation des offres s'est effectuée suivant les étapes ci-dessous :

Lot 1 : FOURNITURE DE BUREAU 2014

1. Examen préliminaire

A des fins de comparaison pour le lot 1 : « **FOURNITURE DE BUREAU 2014** », il a été relevé que :

- **SOPRE TECHNOLOGIE SUARL** a proposé des prix unitaire pour tous les articles.
Son offre totale corrigée s'élève à : 9 397 500 F CFA HTVA ou 11 089 050 F CFA TTC.
- **LAYE LAYE ENTREPRISE** a proposé des prix unitaire pour tous les articles.
Son offre totale corrigée s'élève à : 9 083 500 F CFA HTVA ou 10 718 530 F CFA TTC.
- **GSC SARL GERMANY SENEGAL COOPERATION** a proposé des prix unitaire pour tous les articles. Son offre totale corrigée s'élève à : 8 312 000 F CFA HTVA ou 9 808 160 F CFA TTC.
- **TOUBA NIAKHAL KEUR MOUSTAF (TNKM)** a proposé des prix unitaire pour tous les articles. Son offre totale corrigée s'élève à : 9 809 000 F CFA HTVA ou 11 574 620 F CFA TTC.

2. Corrections des erreurs de calcul

EVALUATION FOURNITURE DE BUREAU 2014

LOT 01

DESIGNATION	Quantite	SOPRE TECHNOLOGIE SUARL		LAYE LAYE ENTREPRISE		GSC SARL GERMANY SENEGAL COOPERATION		TOUBA NIAKHAL KEUR MOUSTAF (TNKM)	
		P U	P TOTAL	P U	P TOTAL	P U	P TOTAL	P U	P TOTAL
Agrafeuse GM	30	4 700	141 000	4 500	135 000	4 000	120 000	4 800	144 000
Agrafeuse PM	30	2 300	69 000	2 200	66 000	2 000	60 000	2 350	70 500
Bic bleu (Paquet de 50) Scheinder	50	2 600	130 000	2 650	132 500	2 500	125 000	2 800	140 000
Trombone à pince	50	350	17 500	300	15 000	200	10 000	400	20 000
Bic rouge (Paquet de 50) Scheinder	30	2 800	84 000	2 750	82 500	2 500	75 000	2 800	84 000
Bic blanco	50	300	15 000	300	15 000	250	12 500	350	17 500
Bloc Note GM	250	600	150 000	550	137 500	500	125 000	650	162 500
Bloc Note PM	200	350	70 000	300	60 000	250	50 000	375	75 000
Boites de Bracelets ElastiqueS GM	100	1 000	100 000	900	90 000	850	85 000	1 000	100 000
Boite Archives GM	100	650	65 000	600	60 000	500	50 000	650	65 000
Boite Spirale 8 mm	50	2 700	135 000	2 650	132 500	2 500	125 000	2 700	135 000

Boite Spirale 10 mm	50	3 500	175 000	3 500	175 000	000	3	150 000	650	500	182
Boite Spirale 12 mm	50	4 500	225 000	4 500	225 000	000	4	200 000	650	500	232
Chemise cartonnée	2000	60	120 000	45	90 000	35		70 000	70	000	140
Chemise cartonnée à rabat	1000	350	350 000	300	300 000	250		250 000	400	000	400
Chemise à sangle	100	850	85 000	800	80 000	700		70 000	900	000	90
Classeur Chrono A4	400	1 200	480 000	1 000	400 000	900		360 000	250	000	500
Classeur Archives	150	450	67 500	450	67 500	400		60 000	500	000	75
Couverture cartonnée pour reluire (Paquet)	50	3 150	157 500	3 000	150 000	000	3	150 000	200	000	160
Couverture Transparente pour reluire (Paquet)	50	3 150	157 500	3 000	150 000	000	3	150 000	200	000	160
Critérium 0,7	50	700	35 000	650	32 500	500		25 000	700	000	35
Crayon noir (paquet de 12)	50	750	37 500	750	37 500	700		35 000	750	500	37
Encreur Bleu	10	600	6 000	550	5 500	500		5 000	600	000	6
Encreur Rouge	10	600	6 000	600	6 000	500		5 000	600	000	6
Enveloppes A4 KAKI	50	2 150	107 500	2 100	105 000	000	2	100 000	200	000	110
Enveloppes A3 KAKI	50	2 150	107 500	2 100	105 000	000	2	100 000	200	000	110
Enveloppes Blanches GM (paquet de 50) à fenêtre	50	800	40 000	800	40 000	750		37 500	850	500	42
Gomme (paquet)	50	1 000	50 000	1 000	50 000	000	1	50 000	200	000	60
Intercalaire (Paquet)	100	1 000	100 000	1 000	100 000	000	1	100 000	000	000	100
Post-it GM	100	400	40 000	400	40 000			40 000			50

[illegible]

Recharge mine critérium	20	300	6 000	250	5 000	200	4 000	350	7
TOTAL HTVA F CFA			9 397 500		9 083 500		8 312 000		9 809 000
TOTAL TTC			11 089 050		10 718 530		9 808 160		11 574 620

3. Attribution du marché




Ainsi, la commission des marchés recommande l'attribution du marché relatif à l'achat de fournitures et consommables informatiques de l'ASER :

- pour le lot 1 relatif aux fournitures de bureau à la société **GSC SARL GERMANY SENEGAL COOPERATION** qui a proposé l'offre évaluée la moins disante parmi celles conformes pour l'essentiel aux dispositions de la DRP. Son offre totale corrigée s'élève à : **huit millions trois cent douze mille francs CFA HTVA (8 312 900 F CFA HTVA)** soit **neuf millions huit cent huit mille cent soixante francs CFA TTC (9 808 160 F CFA TTC)** ;
- Pour le lot 2 relatif aux consommables informatiques à la société **GSC SARL GERMANY SENEGAL COOPERATION** qui a proposé l'offre évaluée la moins disante parmi celles conformes pour l'essentiel aux dispositions de la DRP. Son offre totale corrigée s'élève à : **douze millions quatre cent quatre vingt mille francs CFA HTVA (12 480 000 F CFA HTVA)** soit **quatorze millions sept cent vingt six mille quatre cent francs CFA TTC (14 726 400 F CFA TTC)**.

Fait à Dakar le 17 juin 2014

ONT SIGNE

Pour la commission des marchés

Membres	Fonction/Structure	Poste	Signature
Amadou SOW	ADG /ASER	Président	
Oumar Baila DAF	DCER/ASER	Membre	
Oumar THIAM	DFER/ASER	Membre	
Rokhaya Diao GUEYE	DAC/ASER	Membre	
AAmadou .T.DIAW NDIAYE	CF/PR	Membre	
Daouda DIOUF	CD/DE/MEM	Membre	
Serigne Madiaw FAYE	SPM/ASER	Rapporteur	